Séance du 08 avril 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le huit avril à dix-huit heures, le comité syndical s'est réuni à Saint Avit sous la présidence de Monsieur Michel COUZIGOU, Président.

Présents :

Délégués titulaires : - CAPDEVILA Jean-Jacques - COUZIGOU Michel - DUTEIL Denis - GENDRE Jacques - LE JEUNE Nadine - LE LANNIC Geneviève - LERDU Alain - MALANDIT-SALLAUD Christian - MARCHI Jean-Louis - MAURIN Denis - MOINET Claude - VIGO Emmanuel

Délégués suppléants : AULANET Deny - DESCRAMBES Alain - MASCOTTO Jean-Michel - VALENTI Monique -

Absents :

Délégués titulaires absents excusés : ANDRIEU Pascal - BATTISTELLO Michaël - BISSIERES Jérôme - COURREGELONGUE Christophe - POIGNANT Jean-Michel - RAPHALEN Jean-Claude -

Délégués titulaires absents : CHASTAING Séverine - DOUX Alain - DUBOS Jean-Claude - GUERN Mickaël - IANOTTO Guy - LECOURT Didier - PAGOT Bernard - SUC Ulysse -

Secrétaire de séance : Madame LEJEUNE Nadine

Monsieur BATTISTELLO Michaël a remis un pouvoir à Monsieur MALANDIT-SALLAUD Christian

Monsieur BISSIERES Jérôme a remis un pouvoir à Monsieur COUZIGOU Michel

Monsieur POIGNANT Jean-Michel a remis un pouvoir à Madame LE JEUNE Nadine.

DELIBERATION N° 2024-05- 01 Objet : présentation du bilan d'activités 2023 :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Fermé d'aménagement des Bassins Versants du Trec, de la Gupie et du Médier, approuvé par arrêté préfectoral conjoint de la Préfecture de la Gironde et de celle du Lot-et-Garonne en date du 28 décembre 2018,

Considérant que :

- Ce rapport dresse un bilan des actions entreprises en 2023 par le S.M. B.V. Trec, Gupie et Médier,
- Le rapport d'activité ne fait pas l'objet d'une délibération mais est communiqué pour information à l'assemblée délibérante,

Délibération n°2024-08-04 : affectation du compte de résultat 2023 :

Monsieur le Président propose que le résultat de la section de fonctionnement 2023 soit affecté et repris au budget 2024.

Résultat de la section de fonctionnement :

Résultat de l'exercice (excédent) :	+ 46 429.50 €
Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 CA) :	+ 234 365.98 €
Résultat de clôture à affecter (excédent) :	+ 280 795.48 €

Résultat de la section d'investissement :

Déficit d'investissement de :	22 924.18 €
Un déficit des restes à réaliser de :	27 708.00 €
Soit un besoin de financement de :	50 632.18 €

Le conseil syndical décide à l'unanimité des membres présents d'affecter le résultat de la section de fonctionnement ainsi :

- Résultat excédentaire : 280 795.48 €
 - * Affectation complémentaire en réserve (1068) : 50 632.18 €
 - * en excédent reporté à la section de fonctionnement (ligne budgétaire R 002) :
230 163.30 €
- Résultat d'investissement reporté (001) déficit : 22 924.18 €

DELIBERATION n° 2024-09-05A : vote du budget 2024 :

Le conseil syndical, réuni sous la présidence de Monsieur COUZIGOU Michel vote à l'unanimité, les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2024 :

Investissement

- Dépenses : 409 773.00 € (dont 309 689.00 € de propositions nouvelles et 100 084.00€ de RAR)
- Recettes : 409 773.00 € (dont 337 397.00 € de propositions nouvelles et 72 376.00 € de RAR)

Fonctionnement

- Dépenses : 419 327.00 €
- Recettes : 419 327.00 €

DELIBERATION N° 2024-09-05B -Objet : participation de fonctionnement 2024 des EPCI membres

Le conseil syndical,

- Vu la clé de répartition,
- Vu le budget 2024,

- Après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants,
 - o Fixe la participation pour l'exercice 2024 des E.P.C.I. membres à 140 000.00 € répartie ainsi :

▪ C.A. Val de Garonne Agglomération :	107 612.00 €
▪ C.C. Lot et Tolzac :	5 691.00 €
▪ C.C. Pays de Duras :	2 272.00 €
▪ C.C. Pays de Lauzun :	5 129.00 €
▪ C.C. Réolais Sud Gironde :	19 280.00 €
▪ C.C. Rural Entre Deux Mers :	16.00 €

 - o Décide :
 - Compte tenu du faible montant appelé pour la C.C. Rural de l'Entre Deux Mers de ne pas émettre de titre de recettes à l'encontre de cet E.P.C.I.
 - D'appeler la participation de fonctionnement 2024 en deux fois soit par moitié (la première moitié en avril 2024 et la seconde moitié au début du 2^{ème} semestre 2024)

DELIBERATION N° 2024-10-06- : création d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet (12/35) :

Monsieur le Président informe l'assemblée que, conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de réorganisation des services, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants, décide :

1. La création d'un emploi d'adjoint administratif à temps non complet, soit 12 /35ème pour assurer les fonctions de secrétariat du syndicat à compter du 01 juin 2024.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière administrative, au grade d'adjoint administratif territorial.

2. De modifier ainsi le tableau des emplois.

3. D'inscrire au budget les crédits correspondants.

DELIBERATION N° 2024-11-07- : plan de formation mutualisé :

Le Président rappelle que l'article L423-3 du Code Général de la Fonction Publique impose aux collectivités locales d'établir, pour leurs agents, **un plan de formation annuel ou pluriannuel.**

Dans ce cadre, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Antenne départementale de Lot-et-Garonne, a conduit un projet d'accompagnement à la rédaction d'un Plan de Formation Mutualisé sur le territoire marmandais du Département de Lot-et-Garonne.

Ce plan permettra notamment au CNFPT d'organiser des formations sur le territoire concerné.

Le Conseil Syndical, après avis du Comité Social Territorial placé auprès du Centre de Gestion de Lot-et-Garonne en date du 28 novembre 2023, **adopte le Plan de Formation Mutualisé.**

DELIBERATION N° 2024-12-08- : autorisation signature convention de piégeages des ragondins avec les sociétés de chasse du territoire SMATGM :

Monsieur le Président rappelle aux membres présents du conseil syndical que par délibération n° 2019-11 du 19 mars 2019, un partenariat avec la Fédération des Groupements de Défense contre les organismes nuisibles de Lot-et-Garonne, les sociétés de chasse communales des trois bassins versants du syndicat en vue de lutter contre la prolifération des ragondins. L'objectif étant de contrôler leur population et ainsi limiter leurs nuisances (destruction des berges, dégâts sur les récoltes et risques sanitaires (leptospirose, douves et salmonellose) liés à la présence des ragondins dans les cours d'eau.

Ce partenariat prend la forme suivante :

- La société de chasse volontaire, par convention, avec le Syndicat, s'engage à nommer un ou des piégeurs et à tenir un registre des ragondins piégés ;
- La Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les organismes nuisibles de Lot-et-Garonne forme les piégeurs, fournit les supports de communication et prête les cages, les congélateurs et les bacs,
- Le Syndicat verse 200€ par an à la société de chasse volontaire en dédommagement des frais engagés,
- Les communes volontaires des trois bassins versants du Syndicat adhèrent à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les organismes nuisibles de Lot-et-Garonne, prennent un arrêté municipal relatif à la lutte collectivité contre le ragondin, informent la population et contactent les services d'équarrissage autant que nécessaire

Le conseil syndical,

- Après avoir entendu cet exposé,
- Et en avoir délibéré à l'unanimité des votants,

- Valide l'opération « piégeage des ragondins » dans les conditions décrites, ci-dessus,
- Autorise Monsieur le Président à :
 - Signer le renouvellement des conventions arrivées à échéance avec les sociétés de chasse volontaires,
 - Signer des conventions avec des nouvelles sociétés de chasse volontaire
- Dit que ces conventions seront désormais renouvelées par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties
- Donne pouvoir à Monsieur le Président pour la bonne réalisation de cette opération

Questions diverses :

Pas de question

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président lève la séance à 19 h 30.

Les délibérations prises ce jour portent les numéros n°2024-05-01 0 2024-12-08.

Suivent les signatures

La Secrétaire de Séance

Le Président

Nadine LE JEUNE

Michel COUZIGOU